

[Transcript] Affaires sensibles / Chlordécone, les bananes de la colère

François Sainte-Aire

Aujourd'hui, il a un faire sensible, un fait d'actualité,
le scandale du clor d'école en Martinique et en Guadeloupe.
Oui, fait d'actualité, car jeudi,
le parquet de Paris a demandé un non lieu dans cette affaire,
provoquant l'indignation des plaignants qui avaient pourtant beaucoup d'arguments.
L'histoire que nous allons vous raconter le prouve à l'épreuve des faits.
Dès 1972, et pendant plus de 20 ans,
cette insecticide extrêmement toxique
est utilisée dans les bananeraies des antilles,
polluant durablement la terre, les cours d'eau et la mer.
Pour protéger l'industrie bananière et ses grands producteurs,
l'État autorise alors l'utilisation d'une molécule
dont on connaît pourtant les risques graves sur la santé.
Cette catastrophe environnementale et sanitaire
est emblématique également des tensions
qui traversent encore aujourd'hui la Guadeloupe et la Martinique,
où les inégalités sociales, raciales et économiques
héritent du passé colonial perdure.
Elle rappelle aussi, par l'ampleur de la pollution,
l'urgence de produire et de consommer autrement.
Notre invité aujourd'hui, Cécile Evrar, journaliste.
Elle a co-écrit avec Thierry Derouet
le documentaire Chlordécone Poison durable
co-produit par France Haut et Bonobo Productions.
À faire sensible, une émission de France Inter diffusée en direct,
récit documentaire Jean Maillard, coordination Franconnière,
chargé programme rébecadonnante, réalisation Charles Silya.
La ballonne, le fruit préféré des Français.
728 000 tonnes ont été vendues en France en 2021,
soit plus de 11 kilos par personne.
Moins écologique que la pomme, mais plus que la mangue,
l'un des fruits dont la consommation en France
génère le plus de gaz à effet de serre.
La ballonne, qu'on mange en métropole,
est pour un quart des importations antillaises.
En Martinique et en Guadeloupe,
la ballonne est l'une des principales ressources économiques,
notamment parce qu'elle bénéficie d'un accès privilégié à l'exagone,
et ce depuis une décision du général de Gaulle en 1962,
qui a décrété les deux tiers du marché réservé à la ballonne antillaise.
Entre ces fruits et les antilles,
il y a donc une relation organique.
Et pourtant, la banane n'est pas originaire des îles.

Mais non, elle y est introduite par les Européens
au temps de la colonisation et de l'esclavage,
avant de devenir un produit d'exportation
à la fin du XIXe siècle,
grâce à la sélection de variétés résistantes
au long trajet en bateau.
D'abord la Gros Michel, puis à partir des années 60,
la Cavendish,
plus résistante aux maladies,
n'est pas des plus goûteuses.
Au cours du XXe siècle, en Martinique et en Guadeloupe,
c'est pourtant cette Cavendish
qui va peu à peu remplacer
non seulement les autres variétés de banane,
mais aussi tout autre produit d'exportation.
Mais le principe de la monoculture est toujours risqué.
Il suffit d'un changement de législation,
d'un concurrent nouveau,
d'une catastrophe naturelle,
pour que tout un système soit déséquilibré.
Même un insecte peut venir tout gâcher.
Et aux anti, au début des années 70,
alors que la banane anti est ce que l'insurrection fulgurante
sur le marché mondial,
c'est le charonçon qui menace le rendement.
Un sacré client, celui-là,
un coléopteur ravageur,
sur qui les pesticides habituels n'ont plus assez d'effets.
En 1972, Jacques Chirac,
ministre de l'agriculture et de l'aménagement rural,
donne alors l'autorisation au planteur
d'utiliser une nouvelle molécule
venue des États-Unis,
la Chlordécone vendue sous l'appellation de Keppon.
Les études américaines démontrent portant sa toxicité
depuis 1963,
mais la France prend le risque.
L'important, en pensant, c'est de sauver
l'industrie bananière.
Et personne ne se doute qu'un demi-siècle plus tard.
Neuf personnes sur dix ans martiniques,
comme en Guadeloupe,
seront contaminées par cette molécule cancérogène.
Les techniciennes nous disaient

qu'il fallait mettre ça tous les trois mois.
Il faut avoir de la banane,
il faut en mettre tous les trois mois.
On n'avait pas d'autorisation.
On voulait pas durer.
On voulait pas durer,
et quand on vous disait,
on avait de l'argent fort.
Il nous disait qu'il faut passer
à 50 tonnes de nectar.
50 tonnes de nectar ?
Oui.
Pour l'exportation,
il faut l'exportation.
Il faut avoir de beaucoup d'autorisation
pour s'assurer à la table.
Je savais que c'était un poison.
On plantait de la banane
et à Robert.
Il s'est simé comme ça.
Il y a un oiseau qui est venu.
Il a appui une graine,
et quand il est arrivé dans cet auto-là,
il est tombé.
Et quand il était le chef,
il était déjà red.
Il était mort.
Nous, c'est le moment,
mais il red.
Aux Antilles,
les ouvriers des plantations de bananes
constatent rapidement
la dangerosité du clor d'éconnes.
Comme cet homme que l'on vient d'entendre,
interviewé par Stéphane Bonfoy,
pour France Culture.
Sur les exploitations,
nombre d'entre eux témoignent
un effet de malaise
ou de vomissement,
sans que leurs patrons
ne leur fournissent
ni masques, ni gants.
Les patrons,

ce sont souvent
ceux qu'on appelle les bequets.
Des créoles blancs,
descendant des colons
qui détiennent
encore une très large partie
des terres antilles.
Les ouvriers des secteurs bananiers,
eux, sont majoritairement noirs.
Au début de l'année 1974,
deux ans après la mise
sur le marché français
du clor d'éconnes,
les ouvriers des plantations bananières
qui souffrent d'une très grande précarité
se mettent en grève en martinique.
Outre une augmentation
de salaire de 5 francs par jour,
ils alertent sur la toxicité
de ce nouveau pesticide
qui manipule au quotidien
et dont ils réclament
l'interdiction
le clor d'éconnes.
Mais cette revendication
n'est entendu
ni en martinique,
ni en métropole
et le conflit social
se crispe
alors qu'un drame surgit.
Un mort et sept blessés,
peut-être demeur,
on ne sait pas,
les affrontements qui ont eu lieu
jeudi après-midi
à la martinique
entre manifestants
et forces de l'ordre
ont été particulièrement violents.
Que s'est-il passé exactement,
Bernard Benjamin,
il faut reconnaître
qu'il est assez difficile

de le dire
d'autant que deux thèses
sont en présence.
Selon les autorités,
c'est dans le nord de l'île,
dans le village de Lorin
qu'un petit groupe de gendarmes
a surpris une centaine d'armes
armées de coupes-là
et de gourdins
qui se dirigeaient
vers une exploitation agricole.
Très vite,
des incidents éclatées
et toujours selon
le ministère
des départements du commerce
c'est pour se dégager
que les gendarmes
ont fait usage de leurs armes.
Versions des manifestants,
la police nous attendit
une véritable souricière.
Les gendarmes ont tiré
froidement dans le tas.
Un an plus tard,
en 1975,
aux États-Unis,
c'est un autre drame
qui va frapper
d'autres ouvriers.
Une cinquantaine d'employés
de l'usine d'Opwell
en Virginie
qui sous-traient
la fabrication
des clorne-écones
est un toxique.
Troubles de la motricité,
de l'élocution,
de la mémoire,
tremblement,
mouvement incontrôlable
aux yeux,

autant de symptômes
qui vont convaincre
les autorités de procéder
à des analyses
dans le flove James
qui joue cette usine.
Conclusion,
l'eau est largement
contaminée
par cette molécule
dont les scientifiques
ont établi
qu'elle favorise
la stérilité
et le cancer.
En 1976,
les États-Unis
interdisent
le clorne-écone
et l'usine est fermée.
La même année,
au bénéfice
des producteurs antiaires
qui rachètent
les stocks américains,
la France
est tombée sur le marché
de ses pesticides.
Et puis la météo-sime.
David est arrivé
en début d'après-midi
sur la Martinique.
Le cyclone annoncé
comme l'un des plus violents
de ces dernières années
a tout de même évité
les partis les plus habités
de l'île.
Il a touché le nord
de la Martinique,
le point sur place
avec Raymond Calyxtre,
acteur en chef
de FR3 Fort de France.

On peut dire
que le plus gros cyclone
David
est maintenant
passé
s'éloigne de la Martinique.
Ça ne signifie pas
que tout danger soit écarté
car nous avons
en ce moment
les restituts de vent
de la périphérie
de la formation cyclonique.
Et en ce qui concerne
les dégâts
après le passage
du cyclone.
Il a difficile
d'adresser un bilan.
Cependant,
je peux danser
à vous dire
que les Pananarets
ont énormément souffert.
Beaucoup d'arbres
aux fruitiers
ont été littéralement
décapités.
Et pour ma part,
j'ai eu l'occasion
de voir d'un voisinage
quelques maisons
dans les trois
maisons.
L'horragand David
en 79,
puis son frère Allen
en 80,
fragilise non seulement
la monoculture badanière
aux anti-françaises,
mais favorise
la prolifération
du charançon,

cet insecte
qui ronge
les troncs d'intérieur.
Les stocks américains
de clor d'éconnes
sont rapidement épuisés.
Tasslentielle,
la société
martiniquaises
Vincent de la Garigue,
qui importait
le clor d'éconnes américains
sous le nom de
Keppon,
rachète le brevet
pour produire
au Brésil
son propre insecticide,
le Kerlon.
En 1981,
cinq ans après
la traduction
de la molécule
aux États-Unis,
la France donne
son accord
pour une deuxième
autorisation
de mise sur le marché.
Pourtant,
deux ans auparavant,
le clor d'éconnes
avait été classé
cancerogène potentiel
par le centre international
de la recherche
sur le cancer.
Et il existait
des alternatives
à son utilisation.
Mais les défenseurs
de la santé publique
minoritaires
et artistes

de l'agriculture baladière
ne parviennent pas
à se faire entendre.
Le produit, finalement,
finit par être interdit
par la France
en 1990.
Le député
de martinique,
Guy Lordinot,
se souvient
dans, pour quelques bananes
de plus,
un documentaire
de Bernard Crutzen.
J'étais à l'époque
député de la martinique
et la quasi-totalité
des responsables agricoles
de la martinique
me soutenaient.
Et ils me considéraient
comme étant
le député
d'un problème.
Et lorsque
la décision
était prise
d'interdire le clorodécon,
ils se sont inquiétés.
Ils me disent, finalement,
si on supplie
le clorodécon,
comme il n'y a pas
encore de produits de non-placement,
que ferons-nous
avec le charançant ?
De l'eau plantation
feront des tweets.
Donc l'économie
est pour dire un mauvais coup.
Donc est-ce que tu peux demander
au gouvernement
de prolonger de 5 ans

la durée de vie
d'utilisation
du clorodécon ?
Ce que j'ai fait,
une question écrite
posée au gouvernement
qui m'a répondu
par la négative,
puisque automatiquement
les deux emplois coulés
les stocks étaient un peu
affinables.
Mon action,
c'est arrêter là.
Et c'est ainsi
que la réglementation française
permet au clorodécon
d'être vendue pendant
un an encore
après son interdiction
en février 90
et utilisé pendant
deux ans.
Les établissements
lagarigues
qui commercialisent
le pesticides
décident d'en commander
massivement.
Juste après son interdiction,
Edouane Française
laisse ainsi entrer
aux anti-1560 tonnes
l'appellation commerciale
du clorodécon,
une quantité astronomique
qui dépasse
de loin les besoins réels
des producteurs.
Il en reste
même tellement.
Qu'à l'issue
de la date légale
d'homologation du produit

en mars 1992,
le nouveau ministre
de l'agriculture
Louis Mermas
leur accorde
d'une dérogation.
On pourra utiliser
ce qui reste
de clorodécon
pour un an
supplémentaire.
À la manoeuvre
dans ce fructueux lobbying,
le BK Ivailotte,
à la fois président
de la Sikabam,
la coopérative
des producteurs de Bannham,
et directeur général
de la Garrigue,
une icre-vendeur
du clorodécon aux Antilles.
Pour lui,
l'État n'a que de bonnes nouvelles.
Attentif et satisfait
les planteurs antiaises.
Eux qui bloquent
depuis quatre jours
les aéroports
de Pointe-Apitre
et de Fort-de-France
ont écouté ce midi
le ministre
des Domes-Tommes,
Louis Le Pincec.
C'est promis,
le gouvernement fera tout
à l'avenir
pour réserver
aux bananes antiaises
les deux tiers
du marché français,
comme c'est
la règle

depuis 30 ans.
Plus question donc
de laisser
la banane africaine
des planteurs antiaises,
les planteurs antiaises
et les planteurs antiaises
pour laisser
la banane africaine
dépasser largement
les quotas
qui lui sont imposés.
La coordination
des producteurs,
c'est aussi tôt réuni
pour envisager
la levée du blocus
des aéroports
et des barrages
établis sur les roues.
Une décision
attendue
avec impatience
par les 4000
touristes
bloqués sur place
privés de vol repus.
Alors que
les frontières
européennes
s'ouvrent
au 1er janvier 1993,
la France
entend protéger
la banane antiaise
d'une concurrence
de la banane
antiaise.
Jean-Pierre Soissons,
ministre
de l'agriculture,
répond positivement
en pression d'Ivailleto
et de la Sikabam.

Les producteurs
de banane
pourront épendre
légalement
le pesticide
pendant encore
6 mois.
6 petits mois
et ça
sera fini
du clorvécon.
Pourtant
les stocks
continueront
d'être écoulés
hors de tout
cadre légal
pendant
encore plus de 10 ans.
Comment témoin
une s'est petite
d'un co-opératif
qui vendait des produits
?
Il a vendu du clorvécon
pendant des années
?
Bien sûr, mais tout le monde
peut l'avoir acheté.
Moi non,
parce que
dans les années
1992,
les gens étaient audits.
C'était discotement
qu'ils vendaient ça
et moi j'ai un produit
personnellement
que je n'ai pas utilisé.
Discrètement,
ils continuaient
d'en vendre discrètement ?
Si, les gens
ont fait

enregistre ça,
pour la suite.
Ils ont donné
jusqu'à
12 pour vendre ça.
Mais vous savez,
c'est complètement...
A la fin des années 90,
des voix s'élèvent.
Et si le clorvécon,
ce pesticide
qu'on s'est rémanant,
c'est-à-dire qu'il peut
persister dans les sols,
avait survécu
justement
au temps qu'il passait.
Pour en avoir
le coeur net,
des distributeurs
d'eau finance
une campagne
de prélèvement
des autres sources.
Il en ressort.
Qu'a-t-il bien
?
Les sources
ont été contaminées
au clorvécon.
Éric Godard,
ingénieur
de l'agence régionale
de santé qui dépend de l'État,
coordonne alors plusieurs études
pour comprendre
les mécanismes
de cette pollution.
En 2002,
il met en évidence
la présence
de clorvécon
d'un des racines
comestibles

et en particulier
les patates douces,
des ignames moules et carottes.
Mais l'ingénieur
est mis à l'écart
par sa hiérarchie
qu'il accuse
de tenir un discours
anxiogène.
C'est qu'il ne s'agirait pas
de mettre
le feu aux anti
déjà prompt
aux revendications.
Pire encore,
la pollution
ne s'arrête pas
au sol,
ni au sous-sol.
Non,
les rivières
ont charrié
la molécule
jusqu'au littoral.
N'avait
Beu et Crevis
Corot
dix ans après
son interdiction,
on découvre
le clorvécon
à empoisonner
la martinique
et la goutte
de l'oupe
dans leur écosystème.
C'est donc
plus
plus
plus
plus
plus
plus
plus

plus
plus
plus
plus
plus
Par le mot de l'occasion
Peuple à plier à notre âge, on a sa bâbilan
De ma poison, oui
M. Papillon, de ma poison, oui
Si c'est Politician, de ma poison, oui
Oh, ça c'est ton unique glow, décon
Fais-nous qu'à respirer, ça augmente
De ma poison, oui
M. Papillon, de ma poison, oui
Si c'est Politician, de ma poison, oui
En boisson, il nous jure un paillou
Tout tout fait dans le méthode efficace
C'est une maladie qui n'a pas qu'à tout fait, pas d'un côté
Quoi d'un aimatignique, ça y'a qui peut toucher
Toucher, ne vais pas faire pleins de boulot
Tu vas faire coucher, coucher
Les bonnes cités, c'est grand, c'est grand, c'est grand
C'est un drapeau, pas je
Mais on m'a l'information, pas même pas le
Ça augasse, tout pas tout faux, qu'est-ce que j'ai masque
Les taquettes, la jaha, y'a fait mis, j'ai bêqué
Qu'est-ce que j'ai fait, oui, le quai
De ma poison, oui
M. Papillon, de ma poison, oui
Si c'est Politician, de ma poison, oui
En poison et nous j'en paillons
Le tout fait dans mes dons efficaces
A faire c'est ainsi
Sur France Inter
Après qu'une tonne et mille patates douces
Contaminées au clor de conne a été saisi
Puis détruite à Dunkerque en août 2002
Le quotidien libération titre
En marténique patates douces et toxiques dures
C'est la première fois qu'un journal national de cette ampleur
Évoque ce pesticide
Alors qu'aux antilles
De nombreuses associations alertes
Depuis des années

Bon, l'article ne remue pas
Vraiment l'opinion publique
Mais l'année suivante
Deux arrêtés préfectoraux contraignent
Les agriculteurs entiers
A faire analyser leurs sols
Avant toute mise en culture de légumes racines
Les plus exposés à la molécule
Elion Rella, par exemple
Interviewé par RFO Wadlow
Découvre que son terrain est pollué
J'ai fait des analyses de sols
Les analyses sont positives
Parfois, on a eu des analyses
Mais il n'y a pas eu de plan de relance
De plan de conversion
Il n'y a pas eu de plan de conversion
Et ça m'a écouté énormément
Parce que j'avais un super-officier de 4 hectares
dont j'ai détruit entièrement
Alors j'ai perdu ces poches
Et ça c'est pour le reste
Au moins 600, 700, 700 mille fois
Ce que je voulais souhaiter, ce que je voulais aimer
C'est à dire que des gens qui ont tout perdu
Parce qu'il y a beaucoup de personnes
qu'on a fait confiance à l'igname
parce que là, il n'y a aucun plan d'aide, il n'y a rien là.
On ne se montrait pas, on m'a simplement dit d'auti de faire l'un d'eux,
puis absolument rien dit quoi.
Les analyses effectuées aux hortis confirment que la contamination est bien avancée.
20% des surfaces agricoles sont touchées en goit de loup,
30% en martinique et 65% des cours d'eau en général.
Et puis on commence à mieux comprendre comment fonctionne la molécule.
La clore des cônes ne monte pas dans la serre,
donc elles préservent les tomates, les aubergines ou encore les arbres fruitiers,
ce qui rendrait possible la reconversion des agriculteurs de légumes racines,
si l'État apportait le soutien nécessaire.
Mais malgré un rapport interministériel, rendu en 2005,
les autorités restent timides dans la prise en charge du dossier pour ne pas dire qu'ils mouraient.
Tout va lentement, trop lentement, et des dizaines d'agriculteurs,
mais aussi de pêcheurs sont contraints de mettre la clé sous la porte.
Quant à la population, elle ne sert rien ou pas grand-chose.
Les liens qui existent entre le clore des cônes et les risques du cancer sont tus,

et de manière générale, on communique peu sur le sujet, à faire sensible.

Jusqu'à ce que le scandale éclate pour de bons, tout le même.

En 2007, Louis Boutran et Raphaël Confiand publie

Le chronique d'un empoisonnement annoncé, un livre qui va connaître un certain retentissement aux anti-françaises.

Beaucoup de Guadeloupe et de Martinique, comme cet auditrice d'Alola Planète sur France Inter, découvrent alors les tendus de dégâts.

Je suis une citoyenne et je souhaitais vous interpeller sur ce sujet,

et je suis tout à fait indignée parce que nous n'avons jamais eu d'informations véritablement qui puissent ôter le doute.

Alors, Louis Boutran et Raphaël Confiand ont rédigé ce livre,

c'est ainsi que j'ai pu être un peu plus informée,

et j'ai tendance à croire qu'effectivement, on essaie de faire taire cette information,

où les deux auteurs disent tout simplement, essayons d'avoir la vérité.

Essayons de faire un petit peu la transparence sur cette histoire,

les services de l'État de leur côté nous disent,

eh bien écoutez, il n'y a pratiquement rien à craindre, bref.

Mais non, moi, très honnêtement, je ne suis absolument pas rassuré.

En 2007, un gros pont de l'association Martinique et les Guadeloupéennes

portent plein de contricks pour empoisonnement et mises en danger de la vie d'autrui.

Mais c'est le rapport d'un cancerologue qui va achever de révéler l'affaire au grand public.

En septembre 2007, Dominique Bellpom, le cancerologue,

publie les résultats d'une expertise qu'il a menée au senti et il déclare dans la presse,

c'est un scandale beaucoup plus grave que le sang contaminé.

Les médias nationaux s'en valent.

Les études du docteur Bellpom sont imprécises,

mais son intervention a le mérite de mettre la charge cancérigène du clandécon sur le devant de la scène.

Car la Martinique détient le triste record du monde, du nombre de cancers de la prostate, par habitant.

En 2008, l'État lance le plan clandécon.

33 millions d'euros consacrent notamment à la recherche sur la contamination des sols et l'impact du pesticides sur la santé.

Deux ans plus tard, une étude statistique de l'Inserm vient alors confirmer ce que les entiers prouvent dans leur chair.

Pascal Blanchet, chère du service urologie de Pointe-Apitre,

l'explique au micro de Fabien Marcell sur RFO.

Il existe une augmentation du risque de survenue du cancer de la prostate lorsqu'on a été exposé au clandécon.

Et ceci est vrai dans la tranche des patients qui ont les taux de clandécon les plus élevés dans le sang,

c'est-à-dire ceux qui ont plus de 1 microgramme par litre de sang.

Donc dans cette partie de la population, cette élévation du risque est statistiquement significative.

Mais selon l'Inserm, les hommes ne sont pas les seuls victimes du pesticide.

[Transcript] Affaires sensibles / Chlordécone, les bananes de la colère

En 2012, l'Institut de recherche démontre notamment que le clandécon augmente le risque de naissance prématurée.

Les inourissons exposés à la molécule pendant ou après la grossesse connaissent par ailleurs des retards de développement psychomoteur.

Enfin, et selon le pédiatre martyrique Féliciem Bou, le clandécon, qui est un perturbateur endocrinien, pourrait aussi avoir un impact sur les pubertés précoces.

Le médecin qui exerce depuis plus de 20 ans en martyrique en effet remarquait dans son cabinet une incidence dix fois plus élevée qu'en France Métropolitaine sans que pour l'instant aucune étude publiée ne vienne effectivement corroborer ses observations.

Quoiqu'il en soit, 95% des wild-ooopers et 92% des martyriques sont contaminés pas la clandécon à des degrés d'hiver.

Parmi eux, ceux et celles qui souffrent des taux les plus élevés sont d'abord des travailleuses et les travailleurs des balanerais qui ont manipulé directement le produit.

Viennent ensuite toutes les personnes qui s'approvisionnent à enfrouiser les gums chez les petits vendeurs de Bordeaux-Routes, moins contrôlés ou qui cultivent eux-mêmes les traditions de la vie.

J'ai un ami à Cap Ester qui m'a dit que il y a une analyse de son son qui a été faite par le programme Jafa donc c'est une analyse officielle.

L'analyse du jardin familial de ses parents.

Donc au lieu de sortir des légumes contaminés à 20 microgrammes ils sautent que les légumes étaient contaminés entre 3000 et 4000 microgrammes.

J'ai dit que c'est une analyse de son son qui a été faite par le programme Jafa donc c'est une analyse officielle.

Les légumes étaient contaminés entre 3000 et 4000 microgrammes, le jardin familial.

Le père ont venu de l'intérêt de le cancer de la prostate, eux ils avaient toujours mangé des végétaux de ce jardin, leurs enfants ils les avaient noulés aussi avec.

Et l'étude carou de prostate montre que c'est à peu près après 30 ans d'exposition que le cancer apparaît.

Donc ils sont en train de se regarder là, ils se demandent à qui le prochain, à qui le tour.

Le jardin créole c'est le jardin traditionnel entier, une sorte de potager verger très dense où chaque famille cultive des plantes mangées et des plantes médecines dans le respect des savoirs ancestraux.

Une poche de résistance à l'agriculture de l'exportation et de la colonisation autant qu'un moyen de subsistance.

Car dans les supermarchés, tout coûte cher aux anti-françaises, beaucoup plus cher qu'en métropole, y compris ce qui est produit sur place,

la faute notamment un système de monopole.
Le monde diplomatique établit ainsi que 8 familles béquées
contrôlent à la fois l'import d'exports
et les grandes surfaces sur les deux îles.
Et évidemment, Guadoupéin et Martéliques n'en peuvent plus
de ces prix qui ne cessent de grimper.
Et le 20 janvier 2009, le collectif Compte Profitation,
collectif contre l'exploitation outrancière en français,
appelle en Guadoup à la grève générale contre la vicheur.
Récide Michel-Claude Agneau, sur France 3.
La deuxième journée de grève générale a été marquée par des mouvements
divers et en partie improvisés comme ce cortège d'enseignants.
Mais réunis au palais de la mutualité,
le collectif a constaté une mobilisation renforcée
et décidé de faire preuve de fermeté.
Chaque fois que notre collectif va rencontrer les décideurs de ce pays,
ce sera pour négocier.
Quelques instants plus tard, les manifestants quittaient le palais
pour se rendre à Pôle Caraïbe,
obligant au passage une grande surface à baisser le rideau,
ils ont réussi à contourner les forces de l'ordre
et à bloquer un temps le hall de l'aéroport,
provoquant des retards pour des voyageurs déjà victimes
de l'absence de transport.
Les syndicats ont établi hier une vaste liste de revendications
qui comportent notamment les salaires, les loyers, les transports,
l'éducation, la formation, la santé, la pêche, l'agriculture,
et bien sur les prix.
Les négociations s'annoncent longues.
Le mouvement qui s'étend rapidement à la Martinique
durera 44 jours.
44 jours de grève, de manifestations et de blocages,
dont les tensions chaque jour accrue, trouvent leur apogée
lorsqu'un syndicaliste dit qu'il a pêtué près d'un barrage.
Dans ce contexte de douloureux,
le clor d'éconne fait figure de catalyseurs,
car dans les combats du collectif contre profitation,
outré la vie chère et la hausse des salaires,
il y a aussi l'indemnisation des victimes du pesticide,
ainsi que la mise en place de mesures sanitaires
pour protéger les populations.
Et pour les manifestants,
ceux qui décident du coup de la vie sans l'archipel
sont les mêmes que ceux qui ont salis la terre

pour protéger leurs grandes exploitations balanières,
les bequets, dont les ancêtres se sont enrichis
grâce au travail des esclaves en Martinique et en Wadloop.
Une micro-société soudée ces bequets peut-être,
un pour cent de la population, fermée sur elle-même
et parfois réfractaire au bequissage,
qui maintient les anti-françaises
dans des rapports de domination hérité de la colonisation.
Pour le sociologue Justin Daniel,
interrogé sans transculture,
le clor d'éconne exacerbe des souffrances historiques.
Là où c'est historiquement intéressant également,
c'est que ça remet en scène les rapports hérités
de la période coloniale, puisque dans l'imaginaire collectif,
c'est quelque part perçu, comme...
Je t'ai mis dans les guillemets, bien évidemment,
un empoisonnement collectif,
plus ou moins organisé par les bequets
qui sont encore une fois très présents dans le monde agricole,
qui ont contribué à importer ces produits de côté,
et puis de l'autre, l'État qui a donné son accord.
Même si ce n'est pas nécessairement vrai,
mais en tout cas, c'est perçu par une bonne frange de la population.
Donc ça réactive la vieille question coloniale,
qui n'est pas totalement soldée,
si je veux dire, dans le territoire, comme l'aventure.
À l'issue de la grève générale de 2009,
le gouvernement accorde des hausses de salaires de 200 euros
aux habitants de la Martinique et de la Guadeloupe.
Mais les prix, eux, ne baissent pas.
Au contraire, la vie devient très chère.
Beaucoup d'ontilliers perdent alors définitivement confiance en l'État,
et ce n'est pas la gestion du dossier clor d'éconne
qui va les faire changer de vie.
Pourtant, les gouvernements successifs agissent.
Un plan clor d'éconne 2,
puis plan clor d'éconne 3, sont mis en place,
et des dizaines de millions d'euros investis entre 2011 et 2020
pour protéger la population et accompagner les professionnels impactés.
Concrètement, on finance des programmes de cartographie de la pollution,
de surveillance médicale,
de contrôle des dents résolimentaires, de prévention.
Mais malgré son engagement,
l'Etat peine a contré la défiance d'une partie de la population antiaise,

[Transcript] Affaires sensibles / Chlordécone, les bananes de la colère

qui est aussi entre résignation, des intérêts et colère.

On reproche aux autorités de ne pas tout dire ou de mal dire.

On leur reproche de ne pas désigner les coupables.

On leur reproche de ne pas assumer leur responsabilité.

Au cours des années 2010, des rapports successifs démontrent effectivement les défaillances de l'État dans ce dossier.

Le dernier en date,

et celui de la Commission d'enquête parlementaire sur l'impact du clor d'éconne, est présenté à l'Assemblée nationale en novembre 2019.

Les députés Justine Benin, rapporteur de la Commission et Serge Lechimiste Président, résument.

Ce rapport met en évidence la responsabilité de l'État,

la responsabilité des lobbies,

la responsabilité de certains élus

qui ont demandé des homologations, des autorisations,

alors que l'utilisation du clor d'éconne était interdite au niveau de par le monde.

Ceux qui me concernent, je ne suis pas favorable,

une indemnisation de type, on donne à chacun 2 000 euros,

puis c'est terminé,

parce que la clor d'éconne ne disparaît pas que 2 000 euros.

30% des suffices maritimes de la Martinique se trouvent pollués.

Ça veut dire que les gens ne peuvent pas pêcher.

Qu'est-ce qu'ils ont fait alors ?

On doit donner une petite indemnité qui part dans la retraite, c'est pas ça, voilà une réparation.

La lenteur des actions sur le point national discrédite l'État.

La Commission parlementaire qui a enquêté 6 mois avant de rendre son rapport soulignent donc officiellement l'implication du lobby des professionnels de la banane et la responsabilité de l'État,

qui a fait subir des risques inconsidérés aux populations de ces territoires.

Je cite la Commission.

Une responsabilité qui oblige les autorités françaises,

selon Serge Lechimi,

a une vraie réponse,

une réponse à la hauteur de l'anxiété,

des maladies et des faillites que le clor d'éconne a causé en Martinique et en Guadeloupe.

En novembre 2021,

la colère sociale gronde de nouveaux anti-françaises,

où l'on manifeste encore et toujours contre cette vicheur,

12 ans après la crève générale de 2009.

C'est dans ce contexte que le gouvernement offre un cadeau de Noël inattendu, oui, un décret pour calmer les esprits contestateurs.

Le 22 décembre, c'est officiel,

les cancers de la prostate,

quand ils sont liés à l'exposition que leur déconne dans le cadre du travail,

sont reconnus comme maladies professionnelles.

Cette décision, qui offre la voie et qui ouvre la voie
une indemnisation à vie pour les agriculteurs concernés,
est saluée.

Pourtant, regrettes les associations locales,
elles restent incomplètes.

Car les effets néfastes du clor d'éconne
ne concernent pas seulement les travailleurs de la banane,
sur un territoire où la molécule a contaminé le sang
de plus de 90 % des habitants.

Trois mois après ce décret,
c'est à notre dossier l'effet qui se ferme dans l'affaire des clor d'éconne
et cette folle de complète déception.

Le 25 mars de cette année-là,

la justice l'annonce,

les plaintes pour empoisonnement et mise en danger de la vie d'autrui
déposées par des associations anti-aise en 2006 et 2007

n'aboutiront pas un procès.

Réaction au micro d'Albanoucien sur France Un 4.

C'est encore mépris pour le Pépin.

Parce que le gouvernement français
ce n'est pas une décision justice qui va se décider
dans les jours qui arrivent,
c'est une décision politique.

Il y a des morts, il y a un crime,
il y a des gens qui sont malades,
et il y a personne qui sont responsables.

Mais je ne comprends pas.

Mais en tout cas,

ça veut dire que nous allons continuer la lutte,
nous irons vers tout ce qu'ont dit les tribunaux français en Irak,
mais en Irak vers les tribunaux internationaux,
parce que la loi dit qu'il faut épuiser
tout ce que disent les tribunaux français avant d'aller ailleurs.

Voilà, c'était en mars de cette année, 2020.

Le clor d'écon est un scandale empêché,
selon les mots du sociologue Cyril Le Mieux,
empêché car il n'y a officiellement pas de coups à le désigner
et encore moins condamné.

Pourtant, les responsabilités sont là,
imbriquées, plus ou moins assumées.

Il y a l'état d'abord,

les producteurs de bananes, les petits et les grands,
les grands surtout.

Qui ont utilisé le clor d'écon pour protéger une agriculture destructrice dans un contexte social extrêmement inégalitaire.

Et puis peut-être aussi,

il y a-t-il la responsabilité des consommateurs qui exigent des fruits parfaits et en quantité, sans s'interroger sur la façon dont les cultives.

Aujourd'hui, la molécule du clor d'écon coule encore dans le sang de 9 personnes sur 10 aux antifranaise.

Sans que tous ces effets nocives sur la santé ne soient encore connus.

La terre, la mer et les cours d'eau y sont pollués pour 50 ans, 500 ans peut-être, selon les études.

...

...

...

...

...

...

France Inter.

...

Affaire sensible,

Fabrice Droëlle.

Aujourd'hui, l'affaire du clor d'écon, dont nous parlons avec notre invité, c'est si l'évraire.

Bonjour.

Bonjour.

Vous êtes journaliste.

Vous avez écrit avec Thierry Desraux le documentaire clor d'écon, Poison durable, co-produit par France Web Bonobo Productions.

Comment avez-vous découvert le scandale de clor d'écon ?

Au détour des années 2000, je suis partie travailler en Martinique.

Je travaillais au quotidien France anti.

À cette époque-là, la presse avait plus de moyens.

Et là, mes rédacteurs en chef avaient déposé sur mon bureau une étude de mémoire.

C'était l'Institut national de veille sanitaire avec un petit post-it dessus.

Je pense que c'est un bon sujet pour une journaliste scientifique.

Effectivement, on ouvrant l'étude.

J'ai découvert cette molécule, cette espèce de monstre.

Mais il faut quand même...

C'est vrai qu'on a fait beaucoup de dossiers dans France anti, des 8 pages, des 12 pages, sur une molécule pendant des années.

Mais il faut quand même, comme vous l'aviez souligner, qu'il y avait déjà des journalistes qui travaillaient dessus avant, que les militants militaient déjà depuis 15 ans, 20 ans, je pense en particulier à la Sopamar en Martinique, et que les lanceurs d'alerte au cœur de l'État essaient de prévenir que les chercheurs cherchaient.

C'est à leur travail qu'il faut rendre au majeur.

En fait, libération, on l'a dit, qui sort, paraît de l'affaire.

On ne la connaît pas en métropole.

L'affaire n'est pas un sujet préniant non plus, pourquoi ?

Parce qu'il est quand même...

Il a tous les atouts d'un vrai scandale, tout y est.

Ça reste lointain, je pense que c'est pour cela.

Effectivement, c'est un peu par période, ce scandale-là.

C'est cyclique.

C'est exactement, c'est cyclique.

Et l'attitude des acteurs change selon les périodes.

L'État est plus ou moins frile, et puis d'un seul coup, il décide de communiquer idem pour les planteurs.

Par moment, on sent qu'ils ne dépassent son fait,

et puis d'un seul coup, ils ne veulent plus entendre parler du scandale.

Les méditants, là, en ce moment, ça devient de plus en plus, face à ces dernières années,

les mobilisations sont devenues de plus en plus violentes.

Une phrase citée dans le récit qui dit,

95% des goûts de loupéas et 92% des martiniquets sont contaminés par le chlorodécon,

à des degrés divers,

ce sont des proportions incroyables.

Alors, l'affaire du sang contaminé,

la comparaison du cancerologue avec l'affaire du sang contaminé n'est pas forcément pertinente,

mais elle montre bien la gravité de l'affaire.

Les proportions sont dingues, c'est plus 9 sur 10.

Oui, tout à fait.

Alors, ce qu'il y a, c'est que ça peut être une imprégnation, on va dire, qui peut être ponctuelle,

ou qui est vraiment chronique.

Voilà.

Par exemple, les associations ont vraiment réclamé qu'il puisse y avoir, justement, des dépistages de chlorodécon dans le sens, ce qui n'est pas banal. En général, on dépiste plutôt des maladies. Alors, il y a des scientifiques qui étaient opposés à cela, en disant, mais non, mais ça ne sert à rien, puisqu'on ne peut pas mettre une maladie en face de cela, mettre une maladie réelle, pas comme, par exemple, pour l'amiante, où il y a un cancer qui est clairement affiché comme le mesothélium, on ne peut pas... Et puis, au niveau des conseils sur l'exposition, ce seront les mêmes que l'on soit imprégnés de chlorodécon ou pas. De toute façon, il ne faut pas manger de produits contaminés. Et on ne sait pas si c'est parce que l'on a mangé juste des patates douces contaminées à la veille, ou si c'est plus chronique. Et en même temps, ce dépistage de chlorodécon dans le sens est effectivement un outil qui peut être utilisé pour que la population puisse diminuer son exposition. Mais c'est énorme, oui. Mais il n'y a pas que la population entière qui peut être touchée, puisque nous en métropole, on en mange des bananes qui viennent de là-bas. Les bananes ne sont pas chlorodéconées, en fait. Le chlorodécon est profondément enfoui... C'est une molécule qui est lourde, elle est profondément enfouie dans le sol, et elle ne monte pas. Ah oui, c'est vrai. Mais oui. Donc c'est pour ça, vous, les patates douces, les légumes racines, etc. Et après l'exposition, un touriste qui part, je n'ai pas été rémunéré par le comité martinique et du tourisme pour dire ça, mais je veux dire, un touriste qui part en martinique ou en Guadeloupe, même s'il mange un peu de chlorodécones, ça va vite partir de son sang des semaines suivantes. Le danger, c'est tous les jours.

Tous les jours, pendant des décennies.
Pendant des décennies,
dans l'eau, les gens n'ont mangé,
mais à la petite cuillère du chlorodécones
dans les années 90,
avant que les sources soient fermées.
Enfin, oui, vraiment,
c'était des taux,
les taux étaient impressionnants.
J'ai dit que le parquet de Paris
a demandé un non lieu dans cette affaire,
provoquant la dignation des plaignants.
Et évidemment,
quelle peut être la suite du parcours judiciaire
de cette affaire ?
Pour l'instant, ce n'est pas définitif,
puisque c'est dans le camp
des juges d'instruction.
Alors, ça fait des années
que les avocats,
des partis civils,
essayent de trouver des brèches,
mais on sait à quel point,
je parlais de l'amiante il y a un instant,
on sait à quel point c'est difficile.
L'amiante, on ne sait même pas
s'il va y avoir encore,
on le saura en mars, je crois,
s'il y aura un gros procépétal.
Donc, le pleur des cônes,
enfin, tous les freins sont là,
en permanence.
Dans ce dossier,
il y a quelque chose d'intéressant,
c'est qu'il faut savoir qu'il y a quand même
17 ans d'archif
qui se sont envolés
au ministère de l'Agriculture.
Bien donc ?
Oui, c'est bizarre.
C'est bizarre,
vraiment de 72 à 89, je crois.
C'est-à-dire que toutes les commissions,
et ce n'est pas faute,

avec d'autres journalistes,
d'avoir demandé la commission
d'accès aux documents administratifs,
ces documents,
ils se sont envolés,
ils ont disparu.
Alors, il y a la question
des indemnisations,
elle est importante concernant
les maladies professionnelles.
Donc, reconnues comme maladies professionnelles,
ça veut dire indemnisations à vie,
ça c'est la théorie,
est-ce que dans la pratique,
ça s'est vérifié ?
Alors, pour les maladies professionnelles,
ce n'est pas seulement le pleur des cônes,
en fait, ce sont tous les pesticides,
et il faut savoir que c'est une vieille,
une vieille demande, en fait.
Et je crois et je l'ai entendu
à vos propos que l'Etat a bien réussi
sa communication sur la question,
parce que ça a été un peu mis en avant
comme une véritable avancée
dans le dossier, alors qu'en fait,
c'était une vieille demande
et c'est tout à fait logique
que le cancer de la prostate,
notamment, soit reconnu
comme maladie professionnelle,
mais pas seulement pour le pleur des cônes,
c'est vraiment pour toutes les expositions,
enfin pour l'exposition
à de nombreux pesticides.
Le gros problème de cette reconnaissance,
c'est qu'il faut non seulement
avoir été déclaré,
et je ne sais pas quelle est
la proportion d'ouvriers agricoles
qui étaient réellement déclarés
par les exploitations à l'époque,
et puis il faut pouvoir prouver
aussi cette exposition, c'est pas simple.

Alors je sais qu'il y a des aides
qui sont apportées par des associations
pour que des dossiers puissent être montés,
mais ça exclut une grande partie
des gens...

Sur le terrain des réparations,
quand est-il pour ce qui concerne
la dépollution des sols, on y travaille ?
Ah oui, alors la dépollution des sols,
alors, ce ne sera pas...

Il ne faut pas en attendre une solution
de miracle, et certainement pas
ces prochaines années, d'autant que
on ne sait pas par exemple
si les produits de dégradation,
alors, il y a de la recherche,
on pense qu'on peut faire des choses
avec, que ce soit par la voie chimique
ou microbienne, mais on ne sait pas
si les produits de dégradation
de la chlordécone ne seront pas
aussi dangereux que la chlordécone.

Il semblerait que non.

Mais voilà, donc la dépollution,
il faut être très prudent avec...
de la même manière que l'on a dit,
que le chlordécone,
alors comme tout le monde, je basque
du le, voilà, le chlordécone...

C'est la molécule mais c'est le produit.
Non, c'est une sétone, donc scientifiquement
c'est une sétone, pardon, c'est une sétone,
donc ce serait là, et en fait on dit le
depuis très très longtemps, et c'est
presque politique de dire le,
ou la chlordécone en fait, il y a quelque chose.

Pourquoi ? Parce que le...

C'est vraiment dire le, c'est le
terme ancien, c'est le terme des militants,
on est un peu plus du côté des militants
qu'on dit le, et qu'on dit là, on est un peu plus
du côté des services de laitresses, c'est un peu étrange.
On a dit le, on a toujours essayé.
Ça veut pas dire que des positions,

c'est vrai, c'est vrai.

Il y a quelque chose d'important,
et je sais que vous y tenez, et vous avez raison,
c'est que cette affaire des chlordécones, elle dit aussi
autre chose, et bien autre chose sur
la martyrique et la Guadeloupe
sur les antifranaise, on va en parler
des pailles qui chantent, et de ces
des circonstances, des graines.

Le futur paraît vain, le tyran
s'est puissant mais même est, tout provient
de ses chances et voit qu'on entend.

Dictateur comme un père, la bouche
pâteuse de rêve, un jour se désaltère
Humidifie ses lèvres, libère ce qu'elle
retient, les formules qu'elle célèbre
et le pays qui vient, renverse

la dictature, piétine ses statues
On repeindra les murs, m'a dit l'homme
de la rue, dépôté le despot
planté des fleurs nouvelles, additionné
nos coeurs, en faire des archipels.

Le soleil au zénith

la rue nous invite

nous abrite un jour

on se lève pour être libre

on débat, on s'agite

au départ on évite

la violence qu'ils impliquent

le renvoi qu'ils appliquent

on répond par des rimes, on s'invente

des rites, on déconstruit leur mythe

on refuse de la fuite, il nous traque

au satellite, nous envoie l'armée

les flics, l'humeur est sismique

donc un jour on réplique, c'est le fracas

un bras-vourd du civil, et la force

vient de loin, de l'amour, de la vie

on affronte le destin, chauffé à blanc

sont les points, et l'on frappe, on riposte

le regard vers demain, et l'espoir

qui nous porte nous aide à tenir

on écrit au jour d'huit, les poèmes à venir

bien qu'on tombe constamment

sous le feu de leur haine, s'ils nous enterrent
ils perdront car nous sommes des graines

ah
ah

vous vous écoutez à faire sensibles
qui nous parlent aujourd'hui du scandale
du Claude Econ avec notre invité
Cécile Évrahe, je rappelle que vous avez écrit
le documentaire Claude Econre Poison durable
alors, autre source d'informations
c'est BD que je tiens entre mes mains
qui s'appelle Tropic Toxic de
Jessica Obley et Nicolas Gobi, Catherine Avram
et Vincent Lebrun, ils se mettent à plusieurs
parce qu'il y a un scénario et des dessins
et qui raconte cette histoire de façon très claire et assez remarquable,
où on a une liste des ministres de l'agriculture,
les différents ministres de l'agriculture qui ont donné l'autorisation d'utiliser le clorne-écon,
autorisation renouvelée pendant près de 20 ans, de façon constante.
Alors Jacques Chirac, Christian Bonnet, Pierre Maynerie, Edith Cresson, Michel Rancard,
Henri Nallet, Louis Mermage, Jean-Pierre Soisson et Stéphane Travert, le dernier sous-olendais.
Ce livre se termine avec cette phrase,
repensez les ponts possibles entre tous les êtres du vivant et ainsi édifier le monde d'après.
On l'attend encore, le monde d'après, après le confinement, c'était dit ça va changer.
Tu parles, rien du tout.
Jean, on en revient à notre clorne-écon.
Alors, c'est important, cette affaire-là est aussi un catalyseur,
le réceptacle de beaucoup de revendications anti-économiques, sociales et politiques.
Diriez-vous que le clorne-écon a ouvert des débats qui dépassent le clorne-écon ?
Complètement, complètement.
C'est vraiment un catalyseur de rancœur et il faudrait trouver un moyen

[Transcript] Affaires sensibles / Chlordécone, les bananes de la colère

pour que le clorone-écon soit considéré comme ce qu'il est à savoir une molécule.
Je m'explique.
En fait, on a l'impression qu'il manque un troisième espace.
C'est-à-dire qu'il y a l'espace judiciaire.
Là, le tribunal, ça a l'air mal barré, mais bon, il faut encore espérer qu'un procès puisse se tenir.
Il y a toute la sphère plan clorone-écon, c'est-à-dire au sens large.
C'est-à-dire ce que fait l'État, comment il s'agit, tout ce qui est décidé, la recherche.
On va dire ça, tout à fait.
Et ensuite, il manque comme un troisième espace de dialogue ou de confrontation.
Je ne sais pas, c'est selon.
En fait, c'est-à-dire que d'un côté, c'est malhonnête de dire que l'État ne fait rien.
C'est pas vrai.
Depuis 20 ans, on ne peut pas dire ça.
Ou alors, j'ai vécu quelques années en Côte d'Ivoire,
un État qui ne fait rien.
La Côte d'Ivoire est polluée par le clor d'écon, personne ne parle, personne ne le sait.
Et c'est une information qui est cachée, comment dire.
Donc c'est malhonnête d'un côté de dire que l'État ne fait rien.
Mais c'est aussi malhonnête de l'autre côté de ne pas faire le lien,
et vous l'avez fait très bien dans la première partie, entre clor d'écon, esclavage, colonisation.
Histoire.
Histoire, parce qu'il faut réparer toutes les atteintes,
tous les impacts du clor d'écon, avec ce prisement tête.
Par exemple, lors de l'abolition en 1848 pour la Martinique,
les esclavagistes ont été indemnisés, alors que les esclavisés, pas du tout.
Donc effectivement, la population,
lorsque par exemple les planteurs se portent partie civile dans le procès,
la population légitimement se dit, mais comment ça se fait ?
Ils vont être indemnisés, que se passe-t-il,
alors que de l'autre côté, d'un point de vue juridique, ça se comprend.
Puisque les planteurs disent, mais on avait l'autorisation de l'État.
Donc on avait l'autorisation de l'État pour les pendre.
Donc c'est normal, on a pollué nos terres.
Donc c'est une espèce de dialogue de sourd.
D'ailleurs aujourd'hui, les gros planteurs, la tendance actuelle,
je parlais de cycles tout à l'heure, la tendance actuelle,
et que les gros planteurs ne veulent pas entendre parler de clor d'écon.
Voilà, ils évacuent vraiment, alors c'est vrai qu'il y a eu énormément de progrès
qu'ont été faits dans les bananrées.
En 10 ans, la quantité de pesticides épargnés dans les bananrées
a diminué de 70%.
Mais il faut voir d'où ils partaient.
Et ça, la deuxième partie de la phrase, ils ne l'aiment pas, voilà.
Et puis de la même manière, oui, l'État s'est comporté comme un État colonisateur.

Sur ce dossier, c'est sûr, vous l'avez bien dit.

Et donc du coup, c'est comme s'il manquait un espace, c'est un espèce de dialogue dessous.

J'ai un collègue de la BBC, où j'ai travaillé, qui est venu en Martinique faire un reportage.

Il était atterré par la violence des propos de toutes les parties.

Que ce soit du côté de l'État, que ce soit du côté des planteurs, que ce soit du côté des militants.

En fait, aujourd'hui, chacun, selon ses intérêts propres, qu'il soit louable ou pas, manipule le clor d'écon, alors que ça devrait être un sujet d'ordre universel.

Les pesticides, ça concerne la terre entière.

Bien sûr.

Alors, est-ce que ce clor d'écon est un sujet qui mobilise encore aujourd'hui la société civile en Martinique, comme en Guadeloupe, et si oui, de quelle façon ?

Oui, tout à fait.

Ça mobilise parce que pour qu'il y ait réparation sur ce dossier, il faut déjà, en tout premier lieu, que les victimes sentent qu'il y ait réparation.

C'est un peu la base.

Ça, ça ne peut pas se décider d'en haut.

Ça ne peut pas, on ne peut pas décider que les choses sont faites.

Que le problème est évacué, que la population n'est plus exposée comme on part avant.

Il faut continuer.

C'est un sujet complexe.

Tout dernière chose sur l'Afrique, que vous me parliez de la Côte d'Ivoire, je crois, où le clor d'écon s'est vie et l'État ne s'est vie pas.

Il y a d'autres pays africains comme ça touchés.

Cameroon aussi, oui, tout à fait.

Exactement, parce qu'en fait, le clor d'écon a été pendu à l'époque avec les mêmes producteurs, les mêmes industriels et les mêmes planteurs qu'en Martinique et en Guadeloupe.

C'est Sylvain Rar, merci infiniment.

Je rappelle que vous avez réalisé ce documentaire clor d'écon, Poison durable.

Et si nos auditeurs s'intéressent à cette question,

je les renvoie une deuxième fois parce que ça vaut le coup.

Et parce que j'aime tout petit peu de temps.

Atropique toxique, le scandale du clor d'écon.

Formidable, formidable.

Et l'ABD, c'est incroyable comme l'ABD serre.

Si maintenant, l'actualité et l'histoire, c'est un formidable superbe.

Je tiens à ce que ce soit un relais auprès des jeunes.

J'ai si qu'à oublier l'autrice, c'est important de former d'éduquer les jeunes sur cette question.

Très bien, c'est Sylvain Rar.

Merci, au revoir.

[Transcript] Affaires sensibles / Chlordécone, les bananes de la colère

Merci.

C'était Affaire sensible, aujourd'hui l'affaire du clor d'écon, une émission que vous pouvez réécouter en podcast bien sûr. À la technique aujourd'hui, il y avait Marie Potier.